

## ATLANTISTES AUJOURD'HUI, EUROPÉENS DEMAIN ?

**A**VANT LA CRISE IRAKIENNE, LA QUESTION POSÉE par la rédaction de *Pouvoirs* à propos des nouveaux membres de l'Union européenne n'aurait guère eu de sens en dehors de la France. C'est en effet dans notre pays que la tendance à opposer la construction européenne à la solidarité atlantique est la plus vivace. Il faut y voir l'effet d'une tradition politique qui remonte au général de Gaulle, et qui lui fait rejeter la candidature du Royaume-Uni (et, par avance, celle des autres membres de l'AELE) au Marché commun dans les termes suivants : « Il est à prévoir que la cohésion de tous ses membres, qui seraient très nombreux, très divers, n'y résisterait pas longtemps et, qu'en définitive, il apparaîtrait une communauté atlantique colossale sous dépendance et direction américaines, et qui aurait tôt fait d'absorber la communauté européenne. C'est une hypothèse qui peut parfaitement se justifier aux yeux de certains, mais ce n'est pas du tout ce qu'a voulu faire et ce que fait la France et qui est une construction purement européenne<sup>1</sup>. »

57

Cette vision d'une « Europe européenne », cohérente et que l'élargissement menacerait, est proprement française. Elle s'est toujours heurtée à deux réalités : la continuité historique entre l'intégration européenne et la solidarité atlantique, qui remonte au début des années cinquante et a vu les États-Unis plutôt soutenir l'Union européenne ; le fait, en second lieu, que cette perception d'une opposition entre projets européens et atlantistes est beaucoup moins aiguë ailleurs en Europe, où l'on croit (et peut-être l'on préfère croire) à l'harmonie spontanée entre

---

1. Conférence de presse du 14 janvier 1963.

les deux ambitions. Cela a été le cas en Allemagne jusqu'à la crise irakienne. C'est plus que jamais le cas en Europe centrale et orientale.

Il existe, par ailleurs, deux réalités qui ne sont pas exclusives à la France : la première est que l'élargissement a toujours été perçu par les pays les plus réticents à l'égard de l'intégration européenne comme le meilleur antidote à l'approfondissement ; la seconde est que les nouveaux membres de l'Union sont largement présumés – et pas seulement en France – être des alliés naturels des États-Unis, ce qui faisait titrer à l'*International Herald Tribune*, quatre jours avant le Conseil européen de Copenhague : « Washington est le grand gagnant de l'élargissement de l'Union européenne<sup>2</sup>. »

58 Après la crise irakienne, cependant, le doute n'est guère permis, et l'interrogation proprement hexagonale qui sert de titre à cet article a acquis une pertinence plus large : dans cette crise, en effet, la continuité entre l'Europe et la solidarité atlantique s'est rompue. L'Europe s'est divisée, et les États-Unis ont joué de cette division avec une jubilation qui laisse augurer une attitude américaine beaucoup plus négative, pour l'avenir, à l'égard de la construction européenne.

Par ailleurs, les dix nouveaux adhérents ont choisi d'exprimer leur solidarité à l'égard des États-Unis, d'une façon qui a été interprétée par la France et l'Allemagne, le cœur de la construction européenne, comme un défi à leur égard et une distance volontairement assumée à l'égard de celle-ci, ce qui devait provoquer une réaction irritée du président de la République (« si, sur le premier sujet difficile, on se met à donner son point de vue indépendamment de toute concertation avec l'ensemble dans lequel, par ailleurs, on veut entrer, alors, ce n'est pas un comportement bien responsable »)<sup>3</sup>.

L'idée d'un choix à faire entre l'Europe et les États-Unis est ainsi passée, lors de la crise irakienne, du domaine de l'exception française au rang d'hypothèse européenne sérieuse. Si les nouveaux membres ont tous refusé d'admettre un tel choix, leur attitude a laissé présager où les porterait leur inclination naturelle s'il se produisait. Pourtant, il n'est pas sûr que, dans le mouvement tectonique qui affecte la relation transatlantique, les États-Unis puissent maintenir une alliance de revers efficace avec les pays d'Europe centrale et orientale. Au-delà des posi-

---

2. *International Herald Tribune*, 9 décembre 2002.

3. Conférence de presse du 17 février 2003.

tions des protagonistes européens de la crise irakienne, se sont en effet révélées des convergences européennes dont il ne faut pas sous-estimer la portée.

#### EUROPE ET ALLIANCE ATLANTIQUE : UNE CONTINUITÉ HISTORIQUE

Dans l'esprit des pères fondateurs du projet européen, de Jean Monnet, il n'y a pas de solution de continuité entre ces deux niveaux de solidarité, tous deux placés sous le signe de « l'intégration » (le terme qui sert de repoussoir au général de Gaulle dans sa critique de l'Europe communautaire, comme du système militaire atlantique). De fait, les États-Unis se sont dits, au départ, plutôt favorables aux grands projets européens, la CECA et le Marché commun. Par la suite, ils s'en sont tenus à une attitude combinant l'expression d'un soutien général à l'objectif d'une Europe plus unie, et une opposition parfois résolue à de nombreux éléments du projet européen susceptibles de contrarier leur influence et leurs intérêts. Au bout du compte, ils se sont ajustés aux résultats de l'entreprise européenne au fur et à mesure qu'ils étaient devenus irréversibles. De leur côté, les Européens ont toujours pris soin de ne pas ériger l'Union européenne en rivale de l'Alliance atlantique. Dans le domaine de la sécurité et de la défense, en particulier, les avancées européennes ont fait, pour l'essentiel, l'objet d'un accord préalable ou concomitant avec les États-Unis.

59

S'il y a une « communauté européenne », il y a également une communauté atlantique « de valeurs et de civilisation », pour reprendre l'expression de François Mitterrand<sup>4</sup>. La plupart des Européens ne voient pas là matière à un choix, mais plutôt l'expression d'une complémentarité, parfois harmonieuse, parfois plus difficile à assumer, mais qui n'est qu'exceptionnellement formulée en terme d'alternative.

La continuité entre la relation transatlantique et l'intégration européenne n'est nulle part aussi vivante qu'en Europe centrale et orientale. Pour l'essentiel, les mêmes (libéraux et sociaux-démocrates) sont « européens » et « atlantistes ». En sens inverse, les populistes et les nationalistes sont à la fois contre l'intégration européenne et se sont opposés à l'engagement de leur pays aux côtés des États-Unis en Irak (comme ils l'avaient fait au Kosovo).

4. François Mitterrand, intervention au Sommet de l'OTAN, Bruxelles, 11 janvier 1994.

Cette continuité est le résultat normal de la trajectoire historique des pays d'Europe centrale et orientale : les États-Unis et l'Europe sont pour eux deux composantes inséparables d'un « Occident » auquel les souvenirs récents de la Guerre froide et de la libération du communisme conservent une présence politique active et vivante. On veut continuer à croire à l'existence d'une solidarité occidentale, celle du camp de la liberté contre l'Union soviétique. La terminologie diplomatique centre-européenne, qui invoque à tout propos la coopération « euro-atlantique », en témoigne. La mémoire de la Guerre froide est beaucoup moins présente à l'ouest de l'Europe, où l'on subissait moins ses méfaits et où l'on est plus sensible aux difficultés et aux divergences de conception sur l'ordre international qu'a connues la relation transatlantique au cours des années 1990.

60

#### L'EURO-SCEPTICISME CENTRE-EUROPÉEN DES ANNÉES 1990

Il a fallu la crise irakienne, la radicalisation des divisions entre l'Europe et les États-Unis, pour que l'idée d'un choix à faire entre les positions américaines et européennes dans une affaire majeure s'impose. Ces divisions n'ont pas épargné les Européens. Elles ont été envenimées par les États-Unis qui ont cherché, non sans succès, à opposer une Europe à l'autre, la « vieille Europe » à la « nouvelle ». Ils se sont ingéniés jusqu'à ce jour à mettre du sel sur les plaies européennes, en s'efforçant de promouvoir les pays ralliés à leur cause, tout en affectant de punir ou d'ignorer les autres. C'est dans le contexte de cet épisode extrême que l'ensemble des pays candidats à l'Union européenne, à l'exception notable de la Turquie, a choisi de soutenir publiquement la position américaine (dans les épisodes restés célèbres de la lettre des huit et des dix)<sup>5</sup>, au risque d'embarrasser – voire d'humilier – la France et l'Allemagne, le moteur de la construction européenne, en même temps que le centre de l'opposition à la guerre.

Cet épisode est à bien des égards exceptionnel. On peut relever qu'il se produit au creux des fortunes de l'Union européenne en Europe centrale et orientale. Ses rapports avec les pays candidats ont été en effet

---

5. « Lettre des huit pays d'Europe pour une force unie face à l'Irak », 30 janvier 2003 (Rép. tchèque, Espagne, Portugal, Italie, Grande-Bretagne, Hongrie, Pologne, Danemark). Lettre du « Groupe de Vilnius », 5 février 2003 (Albanie, Bulgarie, Croatie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Macédoine, Roumanie, Slovaquie, Slovénie).

dominés depuis plus de dix ans par des promesses suivies de négociations d'élargissement âpres et frustrantes de part et d'autre. De l'Europe, les nouveaux membres ont perçu les contraintes de la reprise de l'acquis communautaire, mais pas encore les bénéfiques. En même temps, en face, une Amérique déterminée et vindicative a su exploiter sans scrupule les divisions européennes.

Mais elle ne les a pas créées. Cette affaire intervient au terme d'une trajectoire qui, depuis 1989, a cumulé des erreurs ouest-européennes et un opportunisme habile des Américains pour s'établir comme partenaire privilégié des nouveaux venus et consolider leur orientation atlantique.

La libération des pays d'Europe occidentale et orientale avait été placée, à la fin de la Guerre froide, sous le signe du « retour en Europe ». En 1989, le Sommet de l'Arche avait, avec l'accord des Américains, désigné la Communauté européenne comme le cadre naturel de la transformation économique et politique des pays d'Europe centrale où se manifestait, par ailleurs, une réelle ferveur européenne. C'est au tournant des années 1989-1990 que l'Europe a manqué, peut-être, le geste spectaculaire, généreux, qui aurait symbolisé son ouverture et l'unité retrouvée de l'Europe. Au lieu de cela, il y eut le projet ambigu et mal compris de « confédération » lancé par la France en 1989, des hésitations, des programmes de coopération qui ont fait leur effet en profondeur mais n'ont pas répondu à l'attente des opinions.

Dans ce contexte, la crise yougoslave a été perçue en Europe centrale et orientale comme un échec européen, surmonté grâce à l'intervention des États-Unis et de l'OTAN qui ont fait figure de force efficace et de protecteurs des libertés. Perception injuste : il avait fallu, pour arracher les Américains à leur passivité en Bosnie à l'été 1995, la décision européenne de s'opposer aux Serbes et de déployer une force de réaction rapide franco-anglo-néerlandaise. Mais le mal était fait : la perception d'une alliance atlantique plus morale et davantage portée à l'interventionnisme humanitaire que l'Europe s'était imposée. Cette image renvoyait à celle d'États-Unis plus déterminés et seuls véritables défenseurs de la liberté pendant la Guerre froide, perception non moins fautive (l'unité européenne à l'Ouest a puissamment stimulé les forces centrifuges à l'Est), mais vivace à l'est, y compris du temps du communisme.

Dans un autre domaine, un contraste artificiel et injuste entre les réticences européennes et l'empressement américain s'est également imposé, celui de l'élargissement. Lancé par les États-Unis en 1993-1994, l'élargissement de l'Alliance atlantique (dont ils ont souligné, non sans malice, la rapidité d'exécution, et exagéré les bénéfiques qu'ils apporteraient aux

nouveaux membres), a fait contraste avec un processus d'élargissement de l'Union européenne à peine lancé au même moment au Conseil européen de Copenhague en 1993. C'est, au fond, l'OTAN qui remplissait ainsi, vis-à-vis de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie, invitées par l'Alliance à la rejoindre en 1997, mais aussi par contagion des autres, cette fonction d'appartenance symbolique à la famille des nations européennes, que l'Union européenne n'avait pas su ou pu remplir au début des années 1990. Au Kosovo à nouveau, bien que l'opération fût décidée conjointement par les Européens et les Américains sans que le rôle leader de ceux-ci apparût bien clairement, la perception d'une capacité d'agir supérieure des États-Unis et de l'Alliance atlantique s'est installée à l'Est, au détriment de l'Union européenne.

## 62 MON MAL VIENT DE PLUS LOIN

Cette orientation atlantique n'est pas seulement due aux accidents de la décennie 1990, mais elle s'enracine dans des affinités historiques et culturelles anciennes : l'émigration à destination des États-Unis qui, pour la Pologne, mais aussi pour la République tchèque, la Hongrie et les États baltes, a créé des affinités, des réseaux transatlantiques vivaces ainsi que des groupes d'influence puissants dans la vie politique américaine. Il y a aussi le poids de l'histoire, qui épargne l'Amérique, absente de la mémoire des grandes catastrophes de l'histoire européenne, en particulier de celles des pays d'Europe centrale et orientale. Le seul épisode de l'histoire européenne dont ils gardent une mémoire associée aux États-Unis est celui de la Guerre froide, où ceux-ci ont joué un rôle majeur et positif.

Par contraste, s'est développée une mémoire négative du rôle des grandes puissances européennes dans le destin de l'Europe centrale : le partage de la Pologne, la répression du printemps des peuples, Munich tendent ainsi à s'établir, par contraste avec les États-Unis, dans une mémoire généralement négative, où le rôle positif des grandes démocraties européennes dans l'émancipation de l'Europe centrale finit par s'évanouir. Cette polarisation de la mémoire, où l'Europe, amalgamée et dépréciée, fait pièce à une Amérique lumineuse, est particulièrement injuste et décourageante pour les pays d'Europe occidentale, en particulier la France. Si on lit entre les lignes l'interview suivant donné par Vaclav Havel à la veille de la guerre d'Irak (« ce n'est pas par hasard que l'idée de faire face au mal a trouvé plus de soutien dans les pays d'Europe de l'Est, qui ont fait l'expérience récente de systèmes totali-

taires par rapport à d'anciens pays européens qui n'ont pas eu le même genre d'expérience. L'expérience tchèque de Munich, de l'apaisement, de la capitulation devant le mal, est peut être une raison pour rappeler que nous voyons les choses différemment de quelques autres<sup>6</sup> », on est renvoyé à l'image d'une Europe occidentale complaisante au mal, à l'apaisement et à l'esprit de capitulation.

Pour un Français, entendre une grande figure historique de la dissidence polonaise dire que « les Américains au moins n'ont jamais dit qu'ils ne voulaient pas mourir pour Dantzig<sup>7</sup> » est doublement attristant : parce qu'à ce point la mémoire historique n'a plus de relation avec l'histoire réelle (celle d'une France qui a effectivement accepté de se battre pour Dantzig, et d'une Amérique absente de la première phase de la guerre) ; parce que les déformations de la mémoire historique et son dévoilement polémique sont une des pathologies dont la construction européenne devrait permettre de venir à bout.

Pour ces pays, qui n'ont pas achevé leur retour sur eux-mêmes et le rôle de leurs sociétés dans la Guerre froide (sans parler de la période antérieure), la double polarisation pro-américaine et anti-européenne permet de s'enfermer dans une lecture victimaire et innocente de leur propre passé : ce en quoi ils n'ont pas achevé leur trajectoire « européenne », qui pour les pays les plus engagés dans la construction de l'Europe, à commencer par l'Allemagne et la France, a revêtu une dimension de dépassement de l'histoire, qui a exigé d'eux qu'ils acceptent au bout du compte de regarder la leur en face.

Enfin, la vie politique récente, parfois chaotique des pays de l'Europe centrale et orientale a laissé libre cours à une démagogie anti-européenne, soit libérale (Vaclav Klaus en République tchèque), soit nationaliste (Vladimir Meciar en Slovaquie), démagogie qui a largement épargné les États-Unis. L'épisode des « sanctions » de l'Union européenne envers l'Autriche, après l'entrée de Jörg Haider au gouvernement en février 2000, a été exploité par ces courants pour renforcer l'image d'une Europe oppressive des petits et insensible au sentiment d'indépendance retrouvé des pays d'Europe centrale.

C'est au terme de cette trajectoire, après dix ans d'un processus d'élargissement qui a coïncidé avec de difficiles ajustements sociaux et économiques, que s'est produite l'épreuve irakienne. Il ne faut pas s'éton-

6. *The New Yorker*, 16 février 2003.

7. Séminaire de la République des idées, Paris, 8 février 2003.

ner, dans ces conditions, de l'unanimité qui s'est formée autour des États-Unis, même si le soutien politique envers eux a été nuancé et généralement dénué d'engagement sur le terrain. Deux segments du spectre politique des pays d'Europe centrale et orientale, les dissidents et les post-communistes, ont en général soutenu l'opération américaine en Irak : les premiers parce qu'ils ont été sensibles à l'engagement américain dans une lutte contre un régime baasiste totalitaire et oppresseur, les seconds par opportunisme politique vis-à-vis des États-Unis et par réalisme (réalisme qui voisine avec un certain cynisme, caractéristique des sociétés post-communistes, auquel ont contribué la marginalisation des opposants historiques à l'ancien régime, la promotion économique et politique de ses rescapés et l'oubli de l'histoire).

#### 64 L'EUROPE CONTRE ELLE-MÊME

La coupure entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest sur la question du soutien aux États-Unis n'a été rendue possible que parce que celle-ci était elle-même divisée. L'initiative de la lettre des huit revient, selon les versions, à M. Aznar, M. Berlusconi ou M. Blair. En tout état de cause, ces trois pays avaient choisi un soutien public à la position américaine qui était l'occasion pour eux d'exprimer un ressentiment ancien contre les relations franco-allemandes. Cela, et l'affrontement de personnes qui a accompagné cette crise, a provoqué au sein même des membres actuels de l'Union européenne des dissensions d'une virulence jamais atteinte dans l'histoire récente de la politique européenne.

Ce ne sont pas les nouveaux membres qui, en bloc, ont choisi le chemin de la solidarité atlantique face à des positions « européennes » bien définies, mais des leaders pris de vertige devant l'ampleur des divisions européennes et transatlantiques, sommés de choisir alors qu'ils auraient souvent préféré ne pas le faire. De fait, ce qui frappe dans cette affaire est à la fois la diversité des degrés de soutien à la position américaine, et la distance entre les positions des dirigeants et l'état des opinions à l'Est comme, parfois, à l'Ouest.

Les pays d'Europe centrale et orientale ont été moins unis dans leur soutien aux États-Unis que cela a été perçu à l'Ouest. Parmi les dix nouveaux adhérents, le soutien le plus marqué a été le fait de la Pologne. Mais la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie ont vite pris leurs distances avec elle et n'ont proposé aux États-Unis qu'un soutien politique limité. La Slovaquie a refusé le survol de son territoire aux avions américains, que la France accordait pour sa part. Le président tchèque,



M. Klaus, a expressément critiqué la politique américaine. Le Premier ministre hongrois, M. Medgyessy, a estimé s'être fait « piéger » dans l'épisode de la lettre des huit.

Dans le cercle des États candidats à l'Union européenne, c'est la Roumanie et la Bulgarie qui se sont montrées les plus empressées à soutenir les États-Unis, en proposant leur territoire pour pallier la défaillance de la Turquie. Mais, au total, le soutien des pays d'Europe centrale et orientale a été loin d'être unanime.

Quant aux opinions, le plus remarquable est la convergence de leurs attitudes entre l'Est et l'Ouest. L'opposition à la guerre a été partout majoritaire en Europe avant le déclenchement de celle-ci. En mai 2003, il n'y avait à l'Est que la Pologne pour estimer que « maintenant que le régime de Saddam Hussein est détruit, [...] l'action militaire des États-Unis et de ses alliés était légitime » (et encore, par une courte marge : 45 % contre 42 % d'avis opposés), avis partagé à l'Ouest par les Pays-Bas et la Grande-Bretagne<sup>8</sup>. Le clivage entre la « nouvelle » Europe et la « vieille » Europe ne s'est pas retrouvé dans les sondages.

## L'INCONNUE AMÉRICAINE

Aux États-Unis, la crise irakienne a encouragé les sentiments anti-européens, ainsi qu'une stratégie, pour la première fois explicite, de division de l'Europe. Le mépris pour les opposants européens à la guerre s'est conjugué avec une attitude, personnifiée par le secrétaire à la Défense M. Rumsfeld, consistant à opposer l'Europe centrale et orientale, où les valeurs démocratiques et l'amitié pour les États-Unis seraient plus vivaces, à l'Europe actuelle, sclérosée et complaisante envers Saddam Hussein. Dans l'immédiat après-guerre, cette attitude a donné lieu à une politique américaine de gradation des bénéfices à attribuer à chacun des pays européens en fonction de leur attitude pendant la crise.

La Pologne s'est ainsi vu attribuer la responsabilité d'un secteur d'occupation en Irak, et promettre, avec la Roumanie et la Bulgarie, l'installation de bases permanentes américaines sur son territoire. Les limites de cette politique sont cependant évidentes : elles tiennent aux capacités militaires, forcément modestes, de ces pays, et à leur intérêt stratégique pour les États-Unis, qui ne l'est guère moins. Quelques centaines de soldats américains, au plus, s'installeront peut-être en perma-

8. Sondage Gallup, 13 mai 2003, réalisé dans 45 pays européens entre le 16 avril et le 8 mai.

nence à Constanza, bien moins que ce qu'escomptait la Roumanie. C'est l'Europe dans son ensemble qui est devenue un théâtre stratégique secondaire pour l'Amérique, pas seulement la « vieille Europe ».

Les conséquences négatives de la crise ont été, elles aussi, soigneusement dosées, entre la France « punie », l'Allemagne « ignorée » et la Russie « pardonnée ». Cette hiérarchie ridicule des prédilections et des inimitiés des États-Unis en Europe laisse cependant entrevoir une possibilité plus sérieuse et plus inquiétante : la poursuite d'une stratégie durable de division et d'affaiblissement de l'Europe et l'utilisation des pays d'Europe centrale et orientale à cette fin.

66 Ceux-ci s'y prêteront-ils ? Ce n'est pas sûr. D'abord les opinions européennes, lorsqu'il s'agit de l'emploi de la force, convergent pour estimer, à de larges majorités à l'Est comme à l'Ouest, que les États-Unis sont trop portés à utiliser la force envers d'autres pays. S'il s'agit d'engager les forces de son pays aux côtés des États-Unis pour répondre à des attaques terroristes, les opinions y sont davantage disposées à l'Ouest qu'à l'Est de l'Europe. Après même la guerre en Irak, c'est à l'Ouest que se trouvent encore les alliés des États-Unis les plus capables, mais aussi les plus prêts à s'engager à leur côté dans la lutte contre le terrorisme<sup>9</sup>.

Ensuite, il n'est pas probable que les pays de l'Europe centrale et orientale soient prêts à se laisser mettre au service d'une stratégie américaine de division de l'Europe. Certes, s'il s'agit de défense, les pays d'Europe centrale et orientale se tournent vers l'OTAN et les États-Unis, en qui seuls ils ont confiance pour assurer leur sécurité. Mais ce que la crise irakienne a montré, au-delà de leurs inclinations européennes ou atlantistes, c'est davantage la force de leur sentiment national, et leur détermination à défendre leurs intérêts. Or, leur insertion réussie en Europe est pour eux un intérêt essentiel.

Cette circonstance laisse entrevoir d'autres réponses possibles à la question qui fait le titre de cet article que l'opposition entre l'Europe « européenne » et « atlantique ». Là où une position européenne forte existe, les futurs membres de l'Union européenne ont eu normalement tendance à s'y associer, alors même qu'ils faisaient l'objet de pressions américaines importantes. On peut observer à cet égard que les votes des pays candidats ont progressivement convergé, aux Nations unies, avec ceux de l'Europe à 15 au long des années 1990, ne laissant pratiquement subsister aucune divergence dans les positions prises à l'assemblée générale

---

9. *Ibid.*

l'année dernière. Dans le dossier pourtant symbolique et hautement idéologique aux yeux des Américains du Tribunal pénal international, seules l'Albanie, et par inadvertance la Roumanie, ont souscrit un engagement d'immunité pour les ressortissants américains, que les États-Unis ont cherché avec insistance à obtenir de tous les futurs membres de l'Union.

Bien entendu, on peut mettre ces attitudes sur le compte de la vulnérabilité vis-à-vis de la pression européenne que constitue le processus d'élargissement, et se demander si ces convergences pourront continuer après que celui-ci sera devenu effectif. Toutes les spéculations sont possibles à cet égard. Mais il est permis de penser que si les capacités de leadership des membres historiques de l'Union européenne se maintiennent et permettent de continuer à articuler des positions politiques claires sur un grand nombre de sujets, les nouveaux membres choisiront pour l'essentiel de s'y rallier plutôt que de s'en dissocier. C'est qu'en profondeur les intérêts économiques, les attitudes sociales font converger les deux parties de l'Europe. Dans les pays d'Europe centrale, dans une proportion écrasante, les échanges commerciaux, les investissements, les formations universitaires à l'étranger mènent ces pays vers l'Europe. Les opinions des pays d'Europe centrale et orientale n'ont pas réagi différemment de celles des pays de l'Ouest lors de la crise irakienne.

67

On peut donc espérer que la combinaison des intérêts et de la socialisation par l'exemple des nouveaux membres finira par permettre une adhésion en profondeur des pays de l'Est aux règles écrites et non écrites de l'intégration européenne. C'est dire qu'au bout du compte l'enracinement de celles-ci et donc le destin de l'aventure européenne dépendront bien davantage de la loyauté et du civisme communautaire des membres actuels que des inclinations présumées des adhérents futurs.

## R É S U M É

*La crise irakienne a rompu la continuité historique entre la solidarité atlantique et l'intégration européenne. Dans ces circonstances, les pays d'Europe centrale et orientale ont soutenu la position américaine et pris leurs distances à l'égard du couple franco-allemand. Cependant, cette attitude n'a été rendue possible que par la division des membres actuels de l'Union européenne. Seule leur unité retrouvée autour de positions claires et d'attitudes de loyauté communautaire vont permettre de faire échec aux efforts de division de l'Europe que les États-Unis devraient prolonger au-delà de la crise actuelle.*